



Le concept de développement durable : une terminologie consensuelle pour assurer notre survie ?

Les inquiétudes relatives à l'usage des ressources de la planète, à leur accès et à leur gaspillage sont concomitantes à la révolution industrielle et économique du XIX^{ème} siècle. Des économistes et des philosophes vont très tôt dénoncer les conséquences des choix économiques faits par les sociétés industrielles sur ces ressources. Ils seront rejoints, après la seconde guerre mondiale, par de hauts dignitaires réunis en congrès internationaux.

Aujourd'hui, plus de cent cinquante ans après les débuts de l'ère industrielle et à l'heure de la révolution Internet, les conséquences du développement se révèlent menaçantes pour la planète et donc la survie des espèces humaine et animales. Pour répondre aux besoins en augmentation constante de la production de biens marchands, des transports et du confort de vie, les ressources énergétiques et naturelles de la planète sont de plus en plus exploitées et leur accès rendu chaque jour plus difficile par de multiples conflits d'intérêts...

Une prise en compte globale des conséquences économiques, sociales et écologiques de notre développement permet de constater l'aggravation des diverses menaces qui pèsent sur l'humanité (inégalités sociales, risques industriels et sanitaires, changements climatiques, perte de biodiversité...). Ainsi, la notion de développement durable, apparue en 1987, est porteuse d'un constat largement partagé : la survie de l'espèce humaine est en jeu. Il s'agit donc d'agir pour favoriser "un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs".

Les dates clés énoncées dans cette chronologie font état des courants de pensées qui ont accompagné le développement de l'activité industrielle et économique, des sommets, lois, accords et conférences traitant des problèmes environnementaux comme des principales prises de conscience en matière sociale et économique sur le plan international.

Un concept polysémique qui jalonne une histoire vieille de 150 ans : une prise de conscience du problème des ressources, dès le début de la révolution industrielle.

*Dès la fin du XVIIIème siècle, les économistes **Ricardo** et **Malthus** étudient le rapport entre ressources, population et progrès technique. Ils évoquent la nécessité de limiter la croissance démographique pour éviter la détérioration des conditions de vie des plus pauvres (baisse du prix du travail, augmentation du prix des denrées alimentaires).*

1848

John Stuart Mill, économiste et philosophe anglais, plaide pour un état stationnaire de la population et de la richesse compatible avec les « progrès moraux et sociaux ».

Karl Marx s'intéresse dans « Capital » au gaspillage des ressources humaines (appropriation de la puissance de travail) et matérielles (dégradation des sols agricoles).

1866

Naissance de la notion d'écologie, introduite par le biologiste allemand Ernst Haeckel qui la définit comme **l'étude des plantes et des animaux en relation avec leur environnement naturel**.

A la fin du XIXème siècle, les premières commissions nationales se structurent aux Etats-Unis et au Canada pour la conservation de la nature. Elles préconisent de limiter les gaspillages dans les activités d'extraction, de transformation et de consommation de ressources non renouvelables, de recycler systématiquement tous les sous-produits industriels et d'assurer la protection des espèces animales.

1909

Dans une déclaration faite devant le sénat, Théodore Roosevelt établit un rapprochement entre le développement économique et la protection de l'environnement : « Avec la croissance constante de la population et l'augmentation encore plus rapide de la consommation, notre peuple aura besoin de plus grandes quantités de ressources naturelles. Si nous détruisons les ressources qui seront nécessaires



à nos enfants, si nous réduisons la capacité de notre terre à soutenir une population, nous diminuons le niveau de vie, nous enlevons même le droit à la vie des générations futures sur ce continent ».

1936

John Maynard Keynes envisage la diminution du temps de travail comme conséquence de la croissance de la productivité dans les sociétés industrielles ; l'équité sociale va de pair avec l'efficacité économique.

L'après-guerre met en avant des concepts issus de la biologie pour qualifier le développement des sociétés

1949

Le terme "développement" fait son entrée sur la scène géopolitique en 1949, quand **Harry Truman**, président des États-unis, distingue dans un discours, les pays "développés" des pays "sous-développés". Cette conception s'inspire largement d'une théorie qui considère que toutes les sociétés connaissent des étapes qui leur permettent de passer de l'état traditionnel à l'état "moderne" ou "développé". Les pays pauvres (définis comme tels par les pays riches) sont alors considérés comme "retardataires" dans leur évolution. Cette distinction héritée de l'opposition entre "civilisés" et "non-civilisés" a conforté le présupposé que l'Occident est le modèle de référence.

1960

Sur la base du concept de développement défini en biologie, **Walt Rostow** identifie cinq étapes par lesquelles doivent passer toutes les sociétés : société traditionnelles, conditions préalables du démarrage, démarrage, progrès vers la maturité, ère de consommation de masse. Dès que le démarrage est amorcé, les sociétés connaissent une croissance auto-entretenu, **une croissance durable**.

Les années 70 sont un tournant dans une prise de conscience internationale

Une prise de conscience internationale concernant le gaspillage des ressources et ses risques pour l'humanité s'est manifestée dès les années 70. C'est alors qu'apparaît la notion d'écodéveloppement prônant un développement qui ne détruit pas l'environnement. Des sommets internationaux d'envergure ont permis la signature d'accords et d'engagements significatifs dès les années 90. Les initiatives nationales et locales se multiplient pour informer et sensibiliser le public mais aussi les entreprises et favoriser la prise de conscience comme le passage à l'action.

1971

Publication du rapport Halte à la croissance par le Club de Rome qui met en garde contre le danger que représente une croissance économique et démographique exponentielle du point de vue de l'épuisement des ressources non renouvelables, de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels.

Création du Ministère de l'environnement en France.

Création du Forum Européen du Management qui préfigure le forum économique mondial dont la première réunion se tiendra à Davos en 1990.

1972

Conférences des Nations Unies sur l'homme et l'environnement, à Stockholm. Le concept d'**écodéveloppement**, défini par **Ignacy Sach** comme « un développement des populations par elles-mêmes, (en) utilisant au mieux les ressources naturelles et (en) s'adaptant à un environnement qu'elles transforment sans les détruire » connaît un essor considérable.

1973

Création du PNUE (Programme des Nations Unies pour l'Environnement).

Crise pétrolière de l'OPEP. Le prix du pétrole est multiplié par 4.



Lancement en France d'une campagne d'économie d'énergie : « En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées ».

1978

Catastrophe de l'**Amoco Cadiz** (Bretagne), la plus grande marée noire au monde jamais enregistrée.

Années 80' : La question d'un développement durable est appréhendée à l'échelle globale.

1980

Apparition de l'expression "**Sustainable development**", citée pour la première fois dans un rapport du Programme des Nations-Unies pour l'environnement sur la biodiversité, réalisé par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et le World Wildlife Fund, né cette année-là. En Français, on utilise l'expression "développement soutenable" puis "développement durable". Cette dernière traduction ne fait pas l'unanimité.

1983

L'assemblée générale des Nations-Unies décide de la création de la commission mondiale pour l'environnement et le développement qu'elle charge d'un inventaire prospectif des problèmes d'environnement et de développement considérés de concert, en vue de permettre une prise de conscience de tous les acteurs et une meilleure coopération internationale.

1984

Formulation du **concept de « global change »** à propos du réchauffement climatique lors du symposium du conseil international des unions scientifiques qui se tient à Ottawa.

Catastrophe industrielle à Bhopal (Inde) : 10 000 personnes tuées, 300 000 blessées.

Sécheresse en Ethiopie : 300 000 personnes meurent de faim, 7 millions sont touchées par la famine.

1985

Mise en évidence d'un « trou » dans la couche d'Ozone au-dessus de l'Antarctique. Rédaction à Montréal d'un protocole sur la gestion des produits incriminés dans la destruction de la couche d'ozone stratosphérique.

1986

Accident nucléaire de Tchernobyl, un nuage radioactif survole l'Europe. 5 millions de personnes sont touchées par les radiations.

Premier grand salon français sur l'écologie et les alternatives, le salon Primevère accueille ses visiteurs à Lyon.

1987

Rapport Brundtland(*) en préparation du sommet de Rio *Notre avenir à tous*.

Première définition du développement durable : "Un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs."

Le concept vise à mettre en oeuvre trois principes : le **principe de responsabilité** (mise en oeuvre d'une responsabilité humaine pour l'ensemble des activités et décisions techniques ayant des conséquences sur l'environnement), le **principe de précaution** (prévenir les risques au delà des lois en vigueur), le **principe de transparence** (informer et accroître la visibilité de l'information).

Premier Forum économique mondial à Davos. Ce forum regroupe les représentants des mille plus grandes entreprises au monde afin qu'ils mettent en place un agenda global de libéralisation de l'économie et du commerce mondial dans le but d'« améliorer l'état du monde ».

1990

Les partisans de l'« Ecological Economics », présenté par l'économiste **Clark**, affirment des principes généraux : les taux d'épuisement des ressources naturelles renouvelables doivent être égaux à leurs taux de régénération, les taux d'émission des déchets doivent être égaux aux taux d'assimilation et de recyclage des écosystèmes dans lesquels ces déchets sont rejetés, l'exploitation des ressources non renouvelables doit se faire à un taux égal à celui de la substitution par des ressources renouvelables.



Publication de l'**Indice de Développement Humain (IDH)** par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Cet indice mesure le niveau moyen atteint par un pays selon trois critères : la longévité (indice d'espérance de vie), le niveau d'instruction (taux d'alphabétisation), le niveau de vie (PIB).

Fin du XXème siècle : les écarts entre les développements économiques des pays du Nord et des pays du Sud sont gigantesques. Le premier Sommet pour la terre est un pas pour l'humanité.

1992

Sommet de la terre, Rio de Janeiro.

Organisé par les Nations-Unies pour l'environnement et le développement durable, il réunit également quelques entreprises militantes. Un programme d'actions pour le 21^{ème} siècle est adopté, nommé Agenda 21 où les pays du Nord s'engagent à aider ceux du Sud en leur consacrant 0,7% de leur PNB en échange d'un plus grand respect pour l'environnement.

Adoption de la convention cadre sur les changements climatiques, sur la biodiversité, la convention pour la lutte contre la désertification et la déclaration pour la gestion durable des forêts.

1ère conférence mondiale des peuples indigènes sur le territoire, l'environnement et le développement.

1993

Création de la Commission Française du Développement Durable.

La convention de Londres interdit l'immersion des déchets industriels. Le Royaume-Uni et la Russie décident de suspendre les essais nucléaires.

Faute de pouvoir compter de manière significative sur les milieux économiques, la société civile et les élus locaux tentent d'oeuvrer dans le sens d'un développement durable. Les sommets mondiaux s'engagent sur les droits sociaux.

1994

1^{er} Forum francophone d'Education à l'Environnement à Montréal dont l'objectif est de promouvoir les méthodes pédagogiques qui prônent le respect et une approche sensible de l'environnement vers un développement durable.

Les trente pays riverains de la Méditerranée adoptent un Agenda 21 à Tunis et créent une Commission Méditerranéenne du Développement Durable.

La convention de Bâle interdit l'exportation de déchets toxiques vers les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique.

1995

Sommet mondial sur le développement social à Copenhague : les chefs d'État et de gouvernement s'engagent en faveur de la lutte contre l'exclusion.

Nicolas Georgescu-Roegen, économiste roumain, publie **La Décroissance**. Il démontre, d'une part, qu'il n'est pas possible de faire abstraction du caractère limité des ressources naturelles, d'autre part que le progrès technologique considéré dans son ensemble, ne comporte pas une réduction de l'impact sur les écosystèmes, mais bien au contraire une augmentation de la consommation absolue des ressources. Il annonce donc la nécessaire décroissance de la production, inévitable en termes physiques.

1996

Le Sommet Mondial de l'alimentation de Rome adopte une déclaration sur la sécurité alimentaire mondiale affirmant le droit de chaque être humain à être à l'abri de la faim.

1997

Assemblée générale des Nations unies Rio+5, New York. Constat d'échec.

Lancement de la **Global Reporting Initiative (GRI)** en concertation avec des associations et des entreprises, dont l'objectif est de mettre en place un rapport de développement durable normalisé, au même titre qu'un rapport financier.



Conférence de Kyoto sur le climat. 159 pays s'accordent sur une réduction de 5,2% d'ici à 2010 des émissions de gaz à effet de serre, par rapport aux émissions de 1990.

À Oslo, la **Conférence sur le travail des enfants** adopte un programme d'actions visant à abolir le travail des enfants dans les 15 ans à venir.

Premier Forum Planete'ERE à Montreal. Ce forum des acteurs francophones de l'éducation à l'environnement a réuni plus de 700 participants en provenance de 34 pays.

1998

Conférence internationale sur l'eau et le développement durable en France.

1999

Manifestations populaires contre les règles actuelles du commerce international au sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce, réunissant 135 pays, à Seattle.

Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, invite les dirigeants d'entreprise à rejoindre l'initiative internationale - **Global Compact** ou Pacte mondial - qui rassemblent les entreprises et les organismes des Nations-Unies, le monde du travail et la société civile autour de neuf principes universels relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail et à l'environnement.

2000

Sommet du millénaire à New York. Adoption de la Déclaration du Millénaire, dans laquelle sont réaffirmés les Objectifs Internationaux pour le Développement (OID) issus des principales conférences des « années 90 ». Les engagements de Rio sont réaffirmés. Plus de 160 chefs d'États et de gouvernement s'engagent à lutter contre la pauvreté.

Le Conseil de l'Europe se prononce contre la brevetabilité des gènes humains.

138 pays réunis à Montréal adoptent un protocole sur la biodiversité autorisant un pays à interdire les importations d'Organismes Génétiquement Modifiés au sein de ses frontières.

2001

2^{ème} Forum **Planet'ERE II** à Paris, 70 pays francophones sont réunis.

164 pays s'accordent sur les modalités d'application du protocole de Kyoto sur le climat en dépit du refus des Etats-Unis.

1^{er} forum Social Mondial à Porto Alegre. Des acteurs sociaux du monde entier se réunissent en opposition au forum économique mondial de Davos. En résistance au néolibéralisme, ils revendiquent « un autre monde possible », où le social ne serait pas sacrifié à l'économique.

En France, loi sur les Nouvelles Régulations Economiques (NRE) est votée en mai 2001 : obligation est faite aux entreprises de rendre compte, dans leur rapport annuel d'activité, de leur gestion sociale et environnementale.

Lancement de la **première Quinzaine du commerce équitable en France** et de la **première Semaine du Développement Durable**.

Quinze ans après le premier sommet pour la terre, les résultats sont encore faibles par rapport aux enjeux.

2002

1er Sommet mondial du Développement Durable, à Johannesburg : une bonne prise de conscience existe mais les engagements concrets sont faibles depuis Rio.

L'Assemblée générale des Nations Unies adopte la résolution relative à la **Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (2005-2014)**.

Lors de la **huitième conférence des Nations Unies sur le changement climatique** à New Delhi, l'Union Européenne s'engage à verser aux pays en développement une contribution de 80,4 millions d'euros pour la mise en œuvre de programmes de lutte contre le changement climatique.

L'Union Européenne fixe des règles de traçabilité des organismes génétiquement modifiés et ouvre ainsi la voie à la levée du moratoire qu'elle a fixé en 1999.

Premier séminaire gouvernemental sur le développement durable en **France** : il réunit l'ensemble des membres du gouvernement.



2003

À l'occasion du 3^{ème} forum mondial de l'Eau à Kyoto, l'eau est déclarée nécessité mondiale majeure. Cette déclaration est signée par les 101 ministres présents. Objectif des Nations-Unies (sans engagement précis) : réduire de moitié la population n'ayant pas accès à l'eau potable.

Le 3^{ème} Forum social Mondial à Porto Alegre se déroule en parallèle au 33^{ème} Forum économique mondial de Davos.

À la conférence de l'OMC à Cancun, les pays en voie de développement manifestent un rejet déterminé des politiques créées et mise en œuvre par les pays riches.

1er Sommet Mondial de solidarité pour le numérique à Genève ; les rencontres préparatoires ont lieu à Lyon.

Création en France du **Conseil National de Développement Durable (CNDD)** qui a pour objectif d'aider le gouvernement à mettre en place une stratégie nationale de Développement Durable en collaboration avec la société civile.

2004

Marée noire en Alaska.

Le prix Nobel de la Paix est attribué au Secrétaire d'État à l'environnement Kenyan, **Wangari Maathai**, pour son action contre la déforestation au Kenya.

Le **Haut Sommet sur le Financement du Développement** organisé par le Président brésilien Lula Da Silva, rassemble 110 pays qui signent les propositions de lutte contre la faim et la pauvreté.

Au Japon : inauguration de l'**Exposition Universelle du Développement Durable**, Aichi 2005.

Le président de la Russie, Vladimir Poutine, signe le 4 novembre 2004 la loi fédérale pour ratifier le protocole de Kyoto.

L'environnement entre dans la Constitution française à égalité des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et des droits économiques et sociaux de 1946.

Une campagne publicitaire du MEDEF déclare « Le développement durable : accélérateur de croissance pour les entreprises ».

2005

Planet'ERE III : le sommet francophone d'Éducation à l'environnement, se tient en Afrique.

Le 3^{ème} Congrès Mondial de l'Éducation relative à l'Environnement vers un développement durable se déroule à Turin en Italie.

Le **Forum Mondial des Villes** à Londres se concentre sur les questions de l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'anticipation des mutations économiques.

En France, la **première « marche pour la décroissance » qui part de Lyon** jusqu'à Magny-cours pour demander la suppression du Grand Prix de formule 1 réunit 1000 personnes.

Sources :

- Atlas Mondial du développement Durable, Anna-Marie Sacquet, Editions Autrement, décembre 2003.
- Consultations Internet : Archives du journal Le Monde (www.lemonde.fr), site du Ministère de l'écologie et du Développement Durable (www.ecologie.gouv.fr), autres sites : www.developpement-durable.net, www.agora21.org.
- Chronologie établie par l'académie d'Aix-Marseille (www.svt.ac-aix-marseille.fr).
- La revue en sciences de l'environnement, *Un panorama des propositions économiques en matière de soutenabilité*, Vol 5, n°2, Septembre 2004.